



DECLARATION LIMINAIRE CTL 29/11/2016

Monsieur le Président,

À l'appel national de Solidaires, CGT et FO, la journée de grève et d'action du 15 novembre, point d'étape dans le processus de mobilisation, a eu un large écho par le nombre de grévistes, par le grand nombre de services fermés, mais aussi par une couverture médiatique locale et nationale importante.

La mobilisation est du même niveau que celui de 2009. Le mécontentement, contenu par le respect des douloureux événements qui frappait le pays depuis 2015, est progressif dans le collectif DGFIP. Toutes les catégories de personnel, y compris les encadrants, ont montré ce jour-là leur ras le bol. Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse d'exprimer auprès de la Direction générale le malaise grandissant de l'ensemble des agents.

Ce 15 novembre, ces derniers ont signifié aux responsables politiques et administratifs, en participant de façon importante à cette journée de grève, leur refus de voir :

- Le démantèlement organisé de la DGFIP
- L'augmentation de la charge de travail
- La dégradation de l'exercice de leurs missions
- La dégradation de leurs conditions de travail
- L'absence de reconnaissance de leurs qualifications

Quand on sait la difficulté à mobiliser les citoyens-salariés confrontés à une bien triste réalité financière qui les empêche d'exprimer plus massivement encore leur désapprobation vis-à-vis de la politique conduite par leur employeur, le chiffre d'un agent sur quatre à la DGFIP et d'un sur trois dans notre département révèle une exaspération bien profonde et un malaise bien réel qui se dégage des services au travers de la dégradation des conditions de vie au travail.

Lors d'une précédente réunion, Monsieur le Président, vous nous aviez fait remarquer le peu de mobilisation des personnels lors des mouvements sociaux contre la loi « travail ». Aujourd'hui, les agents ont manifesté pour leur métier et leur mécontentement dans les Alpes Maritimes est largement au-dessus de la moyenne nationale. Même nos cadres A+ ont bravé les foudres de nos dirigeants qui les ont sacrifiés, eux aussi comme les cadres A, B et C, dans leurs perspectives de carrière.

Voilà la réalité du terrain et cela continue avec le prochain CTL emplois qui doit valider 35 nouvelles suppressions en 2017.

Aucune personne sensée ne comprend comment on peut supprimer autant d'emplois au sein de l'administration fiscale (plus de 35 000 en 15 ans) alors que les caisses de l'État n'ont jamais été autant déficitaires et que dans le même temps, la fraude et l'évasion fiscale n'ont jamais été aussi élevées en France.

Comment les agents des Alpes Maritimes peuvent-ils concevoir une suppression de 35 emplois alors qu'à la suite des derniers mouvements de mutations, il restait un déficit de 63 postes B et C.

Solidaires, CGT et FO, porte-parole de la majorité des personnels, condamnent cet autoritarisme insultant pour les agents qui ne peuvent plus assumer leurs missions de service public. Les suppressions d'emploi présentées comme inéluctables et la diminution constante des moyens budgétaires aboutiront à un plan de liquidation des services de la DGFIP.

FO, Solidaires et la CGT 06 dénoncent ces choix, assumés par nos gouvernants et appliqués par des hauts fonctionnaires qui ne pensent qu'à leurs promotions en interne ou dans le secteur privé.

En conséquence, Mr le Président, vous comprendrez sûrement que nous siégeons aujourd'hui pour essayer de maintenir le dialogue social localement, ceci uniquement dans le but d'apporter un maximum d'informations aux agents que nous représentons.